

LETTRÉ DE PRAGUE PAR SUSAN GREENBERG



Les images aux informations du soir étaient convaincantes, et tout le pays les regardait.

On y voyait des personnages clés du Parlement tchécoslovaque, partisans inconditionnels de la « purge » anti-communiste, montrer des dossiers secrets à un journaliste américain pour étayer leur argument dans l'affaire. Quelques semaines plus tôt, l'un d'eux, le député Stanislav Devaty, avait nié avoir jamais rencontré le journaliste. S'abritant derrière le secret d'État, sa commission d'enquête spéciale avait toujours refusé d'expliquer quelles preuves elle détenait contre un autre député, M. Jan Kavan, accusé d'avoir collaboré avec la police.

Les images télévisées révélaient donc, pour tout le moins, un flagrant mensonge et, au plus, un acte criminel. Le chasseur était chassé. L'épisode de la « commission-gate » dominait les nouvelles, surtout parce que la commission s'était constituée en gardienne de la pureté morale. Oubliant des piles de lois urgentes à examiner, le Parlement a consacré des heures éprouvantes à débattre du sujet.

Les membres de la commission mis en cause réagirent en faisant preuve d'une paranoïa typique de l'humeur actuelle en Tchécoslovaquie. Ils firent valoir que le reportage n'aurait pas dû être diffusé et dénoncèrent un complot visant à discréditer leur travail. Tout ce qui les rend ridicules est subversif parce que la démocratie elle-même est ridiculisée par contre-coup. Il faut donc que cesse le ridicule.

L'affaire Kavan est controversée et on en parlera probablement pendant des années encore. Mais ce scandale n'est pas la seule chose qui fait fléchir la popularité du Parlement. Quelques jours à peine avant, les députés avaient rejeté tout un ensemble de propositions formulées par le ô combien démocrate président Vaclav Havel afin d'empêcher que les revendications d'autonomie accrue des Slovaques provoquent une crise constitutionnelle. Eussent-elles été acceptées, le président aurait disposé de plus de pouvoirs pour sortir le pays de l'impasse parlementaire, en demandant un référendum, par exemple.

Il ne s'agit pas seulement d'une défaite personnelle pour Vaclav Havel, mais aussi d'un échec pour les parlementaires. Une assemblée constituante, élue il y a bientôt deux ans à l'issue de la « révolution de velours », ne s'est pas acquittée de son mandat précis, à savoir : s'entendre sur une nouvelle constitution. Le président a lancé l'initiative deux mois auparavant, alors que la classe politique n'était toujours pas parvenue à convenir d'une formule pour préserver l'unité du pays. Dans des discours théâtraux, dont un prononcé d'un balcon qui domine la place Wenceslas, scène des grands rassemblements de la révolution, il a appelé la population à prendre les choses en mains en se montrant favorable à un référendum.

Plus d'un million de signatures, nombre important pour un si petit pays, se sont entassées sur le bureau du plénum de l'assemblée en réponse à cet appel, mais sans résultat. Les

« On a découvert que des employés d'une caisse promettaient des paniers de nourriture aux pensionnaires d'une maison de retraite s'ils leur confiaient leurs livrets de coupons. »

changements, qui visaient à rendre plus « gouvernable » un parlement qui ne l'est pas, ne furent pas adoptés, et pour cause. Le risque d'une scission qui diviserait le pays entre Tchèques et Slovaques plane toujours à l'horizon, omniprésent, comme la mort d'un ami atteint d'une terrible maladie que l'on s'attend à apprendre à tout moment.

Cependant, il y a autre chose maintenant pour occuper les esprits : la « Kuponova privatizace ». Dans un pays où le seul terme de « Bourse » était criminel, les enseignants, les chauffeurs de taxi discutent du meilleur placement pour leur livret de coupons et échangent des tuyaux sur des sociétés. Une fois que les ventes commenceront réellement, sans doute en avril, on pourra échanger ces livrets contre des actions dans les sociétés d'État vendues au secteur privé au cours de ce qui sera la plus

grande opération de privatisation de l'histoire.*

Il y a d'inévitables problèmes et des craintes, alimentées par une absence totale de réglementation et par la croissance des caisses ou fonds – sociétés qui gèrent les investissements et, idéalement, répartissent les risques. Les Occidentaux notamment, habitués à de sombres histoires de scandales financiers, jugent alarmant le comportement de nombreux financiers locaux. On a découvert que des employés d'une caisse promettaient des paniers de nourriture aux pensionnaires d'une maison de retraite s'ils leur confiaient leurs livrets de coupons. Par ailleurs, il n'existe rien pour prévenir des délits d'initiés.

Les caisses prennent exemple sur le ministère des Finances, responsable de toute l'opération et qui prône une réglementation minimale. Le ministre des Finances Vaclav Klaus, qui s'enorgueillit de favoriser les seules forces du marché, est aussi à la tête du plus important parti de droite, le Parti démocratique civique. Pour lui et pour ses partisans, réglementation égale socialisme, et les conseillers occidentaux prudents

république tchèque, a préconisé plusieurs fois de repousser le lancement de l'échange des coupons. Il tenait à encourager des projets concurrents pour chaque entreprise, de sorte que les cadres de la « vieille structure » actuelle n'en prennent pas la direction par défaut, et il voulait plus de temps pour que son ministère puisse s'acquitter du travail supplémentaire.

Plus récemment, il a fait valoir que, si le ministère des Finances avait attendu qu'une liste de compagnies privatisables soit publiée avant de lancer l'opération, les gens auraient été encouragés à investir directement dans une société, comme le gouvernement le préférerait, plutôt que de se ruiner sur les caisses et autres fonds. M. Klaus a refusé tout sursis pour des raisons économiques en affirmant que retarder l'opération coûterait cher au pays et donnerait le mauvais message quant à sa détermination à effectuer rapidement des changements. Mais il a aussi un programme politique. Chaque coupon porte la signature du ministre des Finances, qui fait le calcul suivant : ces coupons se transformeront en voix aux élections de juin. « Tous ceux qui ont acheté des livrets parient en fait sur Klaus et donc sur nous », a déclaré un proche allié politique.

Après deux générations de mûlage, il est toujours difficile de trouver le juste équilibre. Les mouvements de balanciers extrêmes, soit le passage d'un complet contrôle étatique au chaos officiel, font partie de l'apprentissage de la liberté. En revanche, ils peuvent causer quelques épreuves. C'est pourquoi les tribunaux de Bratislava craignent d'être taxés de censure en inculquant l'éditeur slovaque des *Protocoles des sages de Sion*, célèbre faux antisémite. C'est pourquoi le directeur d'une nouvelle discothèque à la mode mais bruyante traite à la légère les récriminations des voisins et affirme que, dans une économie de marché, les permis d'exploitation, cela n'existe pas.

Et c'est pourquoi le gardien du stationnement devant chez moi, qui a la hantise des resquilleurs, m'a hurlé « Bolchevique ! » lorsque j'ai insisté pour bénéficier de ma place gratuite en tant que locataire. □

Susan Greenberg est correspondante à Prague du quotidien britannique *The Guardian*.

*Les citoyens tchécoslovaques achètent des livrets de coupons ou de bons qu'ils peuvent investir, séparément ou non, dans diverses entreprises d'État. Le détenteur de coupons peut soit les investir directement dans un secteur d'activité ou une usine de son choix, soit les confier à des « caisses ou fonds d'investissement » qui, en échange de bénéfices à venir, en accumulent de grands nombres dont ils diversifient le placement. Quelque 8 millions de personnes ont acheté des coupons, soit deux fois plus que prévu.